

Énodia (ex-Publifin) n'a pas répondu complètement au gouvernement wallon

■ La ministre Valérie De Bue (MR) brandit une nouvelle fois la menace de l'envoi d'un commissaire spécial.

La saga Publifin/Nethys continue d'animer les travées du Parlement wallon. Ce fut encore le cas, mardi après-midi, en commission des Pouvoirs locaux. Il y a quelques semaines, la ministre wallonne des Affaires intérieures, Valérie De Bue (MR), mettait Publifin – devenue entre-temps Énodia – en demeure de répondre à trois questions.

Première question : quelles grandes orientations stratégiques le groupe va-t-il se donner pour l'avenir ? Publifin doit en effet impérativement expliquer comment ses différentes filiales vont évoluer ou être vendues pour lui permettre de se recentrer sur des domaines habituellement réservés à une intercommunale.

La deuxième question concerne le management de Publifin. La commission d'enquête du Parlement wallon lui a demandé de se doter d'un management propre, autre que celui actuellement en place qui est très lié à celui de Nethys.

La troisième et dernière question a trait au management des filiales. Il s'agit par exemple de savoir si les contrats de Stéphane Moreau (CEO de Nethys), de Pol Heyse (directeur financier) et consorts étaient en parfaite adéquation avec le décret voté en 2018 et qui limite la rémunération des dirigeants dans les intercommunales.

Si Énodia ne s'exécutait pas pour le 15 décembre, la ministre menaçait d'envoyer un commissaire spécial chez Publifin afin de reprendre la main complète sur le groupe et ses filiales.

L'ultimatum est dépassé depuis samedi. Publifin/Énodia n'a pourtant pas encore répondu à toutes ces questions. Abordant la première demande en com-

mission du Parlement wallon ce mardi après-midi, Valérie De Bue a précisé avoir "reçu lundi de la présidente d'Énodia (Muriel Targnon (PS), NdlR), un courrier qui précise certaines évolutions que le groupe entend prendre". "Il y a, ce jour, un conseil d'administration de Nethys décisif et je compte bien les rencontrer dans la foulée."

Bayer recasée chez Nethys

À propos de la seconde demande, la ministre précise que le management de Publifin/Énodia a été modifié. En effet, l'actuelle directrice, Bénédicte Bayer, a été mise en congé de ses fonctions pour être rapatriée chez Nethys. Elle est remplacée par son adjointe, Carine Hougardy (PS) et par Bertrand Demonceau, qui dirige Ecetia (une autre intercommunale liégeoise) et qui par ce biais s'occupera partiellement lui aussi du management de Publifin/Énodia. "Il semble que cet accord ne soit pas totalement finalisé et de toute façon, je souhaite une feuille de route plus consistante, par rapport à cette question", a cependant expliqué Valérie De Bue.

Enfin sur la question des contrats des managers des filiales, la ministre a dû constater que cette demande "n'a pas été rencontrée".

Malgré le non-respect de l'ultimatum ministériel, Valérie De Bue souhaite encore laisser quelques jours à l'intercommunale liégeoise pour répondre à ses questions. Mais elle a une nouvelle fois répété qu'elle se réservait le droit d'envoyer un commissaire spécial si ses questions ne trouvaient, cette fois, pas de réponse complète. Elle a aussi déclaré avec plus de sévérité que "les petits jeux politiques doivent suffire dans ce dossier", pointant sans les citer les fédérations socialiste et libérale liégeoises qui sont en majorité en province de Liège.

Chez les parlementaires wallons présents en commission, on déplorait la situation. Le chef de groupe Ecolo, Stéphane Hazée, considérait que "certains se moquent encore et toujours des recommandations. Madame la ministre, je constate que nous n'y sommes pas", a-t-il déclaré avant d'annoncer le dépôt d'une motion visant à encourager le gouvernement wallon à agir au plus vite.

La politique des petits pas

Le chef de groupe CDH, Dimitri Fourmy, en a lui aussi marre de ces avancées trop lentes : "Il est temps que les choses bougent définitivement. La politique des petits pas, où l'on doit chaque fois brandir la menace pour parvenir à quelque chose, doit cesser."

Enfin, le chef de groupe MR, Jean-Paul Wahl, tout en regrettant la manière dont Publifin répond à ses obligations à l'égard du gouvernement, a prôné la prudence par rapport à l'envoi d'un commissaire spécial. "Il faut protéger l'outil. Il ne faut pas placer le gouvernement dans une situation où il ne pourrait plus agir."

Jeudi, la commission des pouvoirs locaux du Parlement wallon se réunira à nouveau pour entendre les deux délégués du gouvernement qui ont œuvré chez Publifin durant plusieurs semaines et qui présenteront leur rapport. Un rapport dont certains éléments ont été évoqués par Stéphane Hazée, mardi. "Le rapport confirme que Nethys est bien le centre névralgique des décisions. C'est Nethys qui contrôle son actionnaire et pas l'inverse. Les décisions se prennent en dehors des organes officiels et on constate encore que certains secteurs du groupe soutiennent financièrement d'autres sans que les actionnaires soient les mêmes", a-t-il regretté. On attend jeudi.

Stéphane Tassin